

Nous irions nous battre pour défendre le territoire de la Pologne, parce que la Grande-Bretagne, "pour faire honneur aux garanties données et à ses obligations en vertu des traités," a décidé de déclarer la guerre à l'Allemagne à la suite de l'invasion de la Pologne.

Mais sommes-nous obligés de nous battre chaque fois que l'Angleterre décide de se battre? Sûrement non.—Pays souverain,—on nous l'a dit et répété sur tous les tons,—nous sommes libres. Où est la justification, alors?

Nous n'avons pas d'engagement envers la Pologne. Si l'Angleterre a garanti les frontières de ce pays,—y compris Teschen, que la Pologne a enlevé à la Tchécoslovaquie lors du démembrement de cette dernière en octobre dernier, en violant le pacte de Munich, à la manière de l'Allemagne,—cela ne nous regarde pas; et je ne vois pas pourquoi nous serions appelés à payer une dette contractée par l'Angleterre, sans notre consentement, pour certaines considérations à son profit. Et quelle dette!

Au cours d'un débat sur la conscription aux Communes anglaises, le 8 mai dernier, M. Lloyd George a fait un appel urgent pour que l'Angleterre presse les négociations avec la Russie, disant:

Sans la Russie, nos garanties données à la Pologne, à la Roumanie et à la Grèce sont les plus dangereux engagements qu'aucun pays ait jamais pris. Je dirai plus, ce seraient des garanties folles.

M. Chamberlain, en septembre dernier, a bien invoqué comme raison de ne pas intervenir en Tchécoslovaquie le fait que la Grande-Bretagne n'avait pas de traité avec ce pays, qu'il s'agissait de guerre dans un pays lointain, entre des gens dont il ne savait rien. Eh bien, nous n'avons pas de traité avec la Pologne,—la Pologne est encore plus loin que la Tchécoslovaquie,—et les Polonais ne nous sont pas mieux connus que les Tchèques. De plus, nous n'avons aucun intérêt en Pologne.

Mais, nous dit-on, c'est la lutte pour la civilisation, pour notre liberté.

L'alliance tentée avec la Russie barbare, qui a fait table rase de toutes les libertés, était-elle dans ce but?—Les guerres d'idéologie, je l'ai démontré devant la Chambre, n'existent pas, il n'y a que des guerres d'intérêts qui finissent par un traité—le traité de Versailles, par exemple—permettant aux vainqueurs de se partager les dépouilles sans se préoccuper des conséquences économiques, financières, sociales ou politiques, pendant que les vaincus songent à la revanche. D'où l'expression: "La guerre sort des traités". La guerre de 1914 nous en offre le plus bel exemple.

[M. Raymond.]

On rapporte que Jules Cambon, le soir de la signature du traité de Versailles, fut interpellé par une brave femme qui lui dit: "Eh bien, monsieur, c'est la victoire"—"Oui, madame," répondit Jules Cambon, "c'est la victoire". Et d'ajouter: "Tout ce peuple croit que tout est fini, je me demande ce qui commence."

Il y a deux ans, je visitais Budapest, capitale de la Hongrie. Dans un square public, il y avait quatre drapeaux flottant à mât, placés au milieu d'un parterre dont le dessin représentait la carte géographique de la Hongrie, telle qu'elle était avant la guerre. Des fleurs de couleurs différentes faisaient voir les quatre provinces dont l'avait amputé le traité de Versailles et où vivent encore des millions de Hongrois. Et mon guide de me dire: "Nous les reprendrons; nous avons ajouté à notre prière quotidienne une invocation pour la délivrance de nos frères et de nos provinces perdues." C'était l'œuvre du traité qui avait dépouillé ce pays des ressources naturelles essentielles à son économie.

Les querelles de frontières sont peu importantes auprès du désordre de la production et des échanges, qui condamne certains peuples à la famine.

Le "Rassemblement universel pour la paix," l'un des organismes de la Société des nations qui s'efforce de remédier aux situations internationales susceptibles de provoquer les guerres, analyse dans ses publications les trois grandes causes économiques des guerres: la question des matières premières, celle de la main-d'œuvre et celle des débouchés.

Dans un de ses ouvrages, il est stipulé que:

Pas plus que les individus, les pays prolétaires ne peuvent accepter de le demeurer éternellement en face de pays bien dotés et satisfaits. Aussi longtemps que le monde ne sera pas organisé pour résoudre méthodiquement et rationnellement ces questions, dans un esprit de solidarité internationale, l'on connaîtra cette lutte pour la vie économique, prélude trop fréquent à la guerre militaire.

Le célèbre publiciste américain Walter Lippman, sympathique aux Etats dits démocratiques, écrivait:

Le grand crime de la politique d'après-guerre, en Europe, ce fut que les puissances victorieuses employèrent leur suprématie à monopoliser les ressources du monde.

Lutter pour la paix, c'est lutter pour la justice internationale, pour un ordre social plus juste et plus humain.

Nous entendrons d'habiles avocats, avec des trémolos humanitaires, dire qu'il faut se battre pour la démocratie, la liberté, un ordre social chrétien. Ce sont des mots dont on abuse trop souvent. Il n'y a pas longtemps, l'Angleterre et la France ont tenté de conclure